

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

**BULLETIN STATISTIQUE DES SALAIRES DU PREMIER SEMESTRE DANS
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE BURUNDAISE, EXERCICE 2024-2025**



JANVIER 2025

Préface

Engagé dans la réalisation de sa vision de « Bâtir une administration publique performante, responsable, orientée vers l'intérêt général et le service au citoyen et promouvoir un travail décent pour tous », le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi met à la disposition du public un bulletin statistique sur les salaires du deuxième semestre pour l'année budgétaire 2024-2025. En effet, les informations statistiques, outils d'aide à la prise de décisions éclairées, constituent les premiers points de repères indispensables à l'élaboration de divers outils de planification et de pilotage des initiatives de développement notamment les politiques, stratégies, plans d'actions, projets et programmes. Ce document du Bulletin semestriel sur les salaires dans l'administration publique produit par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi contient des informations détaillées sur l'évolution des salaires des fonctionnaires de l'Etat selon les différentes catégories et caractères administratifs. Le Ministère adresse ses remerciements aux services fournisseurs des données pour leurs contributions remarquables à l'élaboration de cet outil. Il félicite et encourage particulièrement l'ensemble du personnel de la cellule d'Etudes et Statistique pour la production de ce document. Le Ministère s'engage également à soutenir la cellule pour toutes les prochaines productions statistiques. Espérons que ce document répondra aux attentes des utilisateurs et constituera un instrument permettant l'amélioration de la qualité et de la fiabilité de leurs recherches dans les domaines susmentionnés. Enfin, le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi reste disposé à prendre en compte des observations et suggestions susceptibles à l'amélioration de la fiabilité et de la qualité des productions ultérieures.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Vénuste MUYABAGA



TABLEAUX DES DONNEES

Tableau 1: Répartition des Salaire du Personnel sous Statut par Ministère.....	18
Tableau 2: Répartition des Salaire du Personnel sous Statut par Catégorie.....	19
Tableau 3: Répartition des Salaires Brut par Mois et par Régime Statutaire.....	20
Tableau 4: Montant des Salaire par Moi selon la Part Indiciaire.....	20
Tableau 5: Montants des Salaires par Mois selon Part Emploi.....	21
Tableau 6: Montants des Allocations Familiales par Mois.....	21
Tableau 7: Montant des Salaire par Moi selon la Part Indiciaire.....	21
Tableau 8: La Part Emploi selon l'emploi Type par Mois.....	22
Tableau 9: Répartition des Salaires Bruts Des Institutions Par Ministère.....	31
Tableau 10: Evolution des Cotisations du Personnel de l'administration Centrale et Déconcentrée dans les Institution de Protection Sociale.....	33
Tableau 11: Evolution des Cotisations du Personnel de l'Administration Centrale et Déconcentrée dans les Institution de Protection Sociale à l'INSS.....	34
Tableau 12: Répartition des Cotisations pour les Institutions au MFP.....	35
Tableau 13: Evolution des Impôts sur les Revenus (IPR) des Institutions par Ministère.....	37
Tableau 14: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois : Direction.....	38
Tableau 15: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois : Collaboration.....	39
Tableau 16: Montant total des salaires par grade et par mois : Exécution.....	39
Tableau 17: Montant total des salaires par grade et par mois : Magistrat.....	40

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition des Salaires Brut du Personnel sous Statut.....	19
Figure 2: Répartition des Salaires Bruts par Régime Statutaire.....	20
Figure 3: Salaire par Composant de Salaire.....	21

TABLE DES MATIERES

Préface	i
TABLEAUX DES DONNEES.....	ii
LISTE DES FIGURES	ii
TABLE DES MATIERES	iii
0.0 Introduction	1
0.1 Contexte et justification	2
0.2 Sigles et Abréviations.....	3
0.3 Concepts et Définitions	6
CHAPITRE I : PRESENTATION DU MINISTERE	10
I.1 Missions générales du MFPTE.....	10
I.2 Missions de la cellule	11
I.3 Organigramme du Ministère.....	12
CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE	13
II.1 Objectifs du Bulletin	13
II.2 Méthodologie.....	13
II.1.1 Phase Préliminaire.....	13
II.1.2 Collecte et saisie des données.....	14
II.1.3 Analyse des données.....	15
II.1.4 Vérification et validation des données.....	15
II.1.5 Diffusion et Communication	15
II.1.6 Evaluation	15
II.1.7 Chronogramme.....	16
CHAPITRE III : LES SALAIRES DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DECONCENTRE	17
CHAPITRE IV : LES SALAIRES DU PERSONNEL DES INSTITUTIONS PERSONNALISEES	30
CHAPITRE V : PROTECTION SOCIALE.....	32
CHAPITRE VI : IMPOT SUR LE REVENU	36
CHAPITRE VII : REPARTITION DES SALAIRES SELON LES GRADES DES FONCTIONNAIRES SOUS STATUT	38
CONCLUSION.....	41
EQUIPE DE REDACTION	42

0.0 Introduction

Le présent bulletin statistique salarial présente un aperçu des données des salaires du premier semestre dans l'administration publique burundaise, exercice 2024-2025. Cet aperçu permettra au gouvernement d'améliorer sa stratégie de gestion des ressources humaines et de planification budgétaire à l'aide des données chiffrées et centralisées sur les rémunérations dans un seul document. Ces données permettront au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi de démontrer comment les statistiques produites à partir des informations de la paie et de la gestion des ressources humaines peuvent aider les décideurs politiques à mieux comprendre l'état actuel et futur de la masse salariale des fonctionnaires de l'Etat. Il s'agit d'un premier pas important vers l'exploitation du potentiel des données de la paie et des ressources humaines qui sont actuellement sous-utilisées. Le présent document peut être utilisé dans la formulation des projets d'analyse gouvernementale en matière de la gestion des ressources humaines. Ce document aidera aussi les décideurs politiques et autres utilisateurs de prendre des décisions sensibles en identifiant facilement les causes des problèmes dans ce domaine en mettant des chiffres à la manière dont certains choix politiques se traduisent par des conséquences à plus long terme.

0.1 Contexte et justification

Depuis 2012, le gouvernement du Burundi a mis en place un Programme National de la Réforme de l'Administration Publique (PNRA). Le gouvernement n'a pas cessé d'intervenir en faveur de la réussite de l'instauration de la nouvelle politique de rémunération équitable dans l'administration publique burundaise. Pendant sa mise œuvre, une série de mesures conséquentes a été prise pour s'adapter à cette politique. Ces réformes concernent notamment la révision du Statut Général des Fonctionnaires, l'ajustement salarial depuis 2016 à 2020, le gel et le dégel des annales, l'analyse et évaluation des statuts régissant les institutions personnalisées, déblocage administratif fictif des carrières des fonctionnaires, paramétrage du logiciel OpenPRH en fonction des composantes du salaire (Part emploi, part performance, part indiciaires et les allocations familiales). L'alignement des institutions paraétatiques à la nouvelle politique salariale est en cours de réalisation. L'opérationnalisation efficace de cette politique nécessite un appareil statistique des salaires pour éclairer les administratifs, décideurs politiques, économistes, syndicalistes, citoyens, etc et pour fournir des informations détaillées sur l'évolution des salaires des fonctionnaires de l'Etat. Cet appareil permettra également de mieux comprendre les dynamiques salariales au sein de l'administration publique à travers l'évaluation de l'équité salariale, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, et la compétitivité du secteur public par rapport au secteur privé. De surcroît, ce bulletin vient répondre aux recommandations du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) formulées lors de la session ordinaire de décembre 2023. Ce comité a recommandé au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi de produire des bulletins statistiques sur les salaires afin de centraliser tous les salaires de l'administration publique burundaise. C'est pour cette raison, le Ministère s'engage dans la dynamique de production des bulletins statistiques sur les salaires.

0.2 Sigles et Abréviations

BPS	: Brevet Professionnel Spécialisé
CNDS	: Comité National de Dialogue Social
CNIS	: Comité National de l'Information Statistique
CNT	: Conseil National du Travail
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
CTI	: Centre de Traitement Informatique
CTIS	: Comité Technique de l'Information Statistique
DGT	: Direction de la Gestion des Traitements
DGC	: Direction de la Gestion des Carrières
DGFP	: Direction Générale de la Fonction Publique
DGTE	: Direction Générale du Travail et de l'Emploi
DRCE	: Direction du Recrutement et du Contrôle des Effectifs
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
IGFP	: Inspection Générale de la Fonction Publique
IGTSS	: Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MFPTE	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi
OBEM	: Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'Œuvre
ONPR	: Office National des Pensions et des Risques Professionnels
Open PRH	: Logiciel de Gestion des Ressources Humaines
S/C	: Sous Contrats
S/S	: Sous Statuts
SEP/CNDS	: Secrétariat Exécutif Permanent du Comité National du Dialogue Social
SERAP	: Secrétariat Exécutif Permanent de la Réforme de l'Administration Publique
INTEC	: Institut National des Techniques Economiques et Comptables
DGPPB	: Direction Générale des Publications de Presse Burundaise
AACB	: Autorité de l'Aviation civile du Burundi
ABEJ	: Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes
ABER	: Agence Burundaise d'Electrification Rurale
ABP	: Agence Burundais de la Presse
AHAMR	: Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'assainissement en Milieu Rural
AMPB	: Autorité Maritime et Portuaire du Burundi

ANACCOOP	: Association Nationale des Coopératives
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ARB	: Agence Routier du Burundi
ARCA	: Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances
AREEN	: Autorité de Régulation des Secteurs de l'Eau Potable et de l'Energie
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
BBN	: Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la qualité
CAMEBU	: Centrale d'Achats des Médicaments Essentiels du Burundi
CDJ	: Centre de Documentation Juridique
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleils
CFICB	: Chambre Fédérale du Commerce et de l'Industrie du Burundi
CIEP	: Centre d'Information, Education et communication en matière
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNFAL	: Centre National de Formation des Acteurs Locaux
CNRF	: Cellule Nationale du Renseignement Financier
CNRSP	: Centre National de Réadaptation Socio-Professionnelle
CNTA	: Centre National de Technologie Alimentaire
CNTS	: Centre National de Transfusion Sanguine
CPDHPG	: Centre des Droits de la Promotion Humaine et de la Prévention du Génocide de Population et Développement de Protection Sociale
DGAP	: Direction Générale des Affaires Pénitentielles
DND	: Données non disponible
EPM	: Ecole Paramédicale
FAPS	: Fonds d'Appui à la Protection Sociale
FIGA	: Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement
FMCR	: Fonds de Micro-Crédit Rural
FONIC	: Fonds National d'Investissement Communal
HPNB	: Hôpital de la Police Nationale du Burundi
INSP	: Institut National de la Santé Publique
INSS	: Institut National de Sécurité Sociale
LONA	: Loterie Nationale
NA	: Non applicable
OBDA	: Office Burundaise du Droit d'Auteur
OBM	: Office Burundais des Mines et des Carrières
ONPRA	: Office National pour la Protection des Rapatriés et les Apatrides
OTRACO	: Office de Transport en Commun
PAEJ	: Programme d'Autonomisation Economique des Jeunes
PCRS	: Projet Cadre de Réintégration des Sinistrés

RTNB : Radio-télévision Nationale du Burundi
SEP/CNPS : Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de protection sociale
SETIC : Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication
SHTB : Société Hôtelière et Touristique du Burundi
SNL : Service National de la Législation

0.3 Concepts et Définitions

Les définitions de ces concepts prennent sources du recueil des définitions de la nomenclature statistique, du statut Général des fonctionnaires 2023, code du travail 2020 et des recherches à l'internet.

- ✚ **Agent fictif** : On parle d'agent fictif lorsqu'une personne perçoit une rémunération pour une activité qu'elle n'exerce pas ;
- ✚ **Catégorie** : Classification professionnelle établie en fonction des niveaux de responsabilité et des niveaux d'instruction requis pour un emploi donné ;
- ✚ **Contrat de travail** : Convention écrite établie entre un employeur (personne morale ou physique) et un travailleur ;
- ✚ **Dépense du personnel** : Rémunération due à l'agent par l'employeur du fait de l'existence d'un lien juridique entre les deux ;
- ✚ **Détachement** : Position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration d'origine, continue de bénéficier dans son emploi d'origine, de ses droits à l'avancement et à la retraite ;
- ✚ **Disponibilité** : Position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration d'origine, cesse de bénéficier dans cette position, des droits à l'avancement ;
- ✚ **Donnée** : Résultat d'une observation ;
- ✚ **Données individuelles** : se rapportent aux individus (sexe, âge, état matrimonial, dernière classe fréquentée, etc.) ;
- ✚ **Échelon** : Étape qui indique la position du fonctionnaire dans le grade;
- ✚ **Embauche**: Engagement d'un salarié. Les renouvellements de contrats sont considérés comme de nouvelles embauches ;
- ✚ **Emploi** : L'emploi est toute activité procurant à son détenteur un salaire, un gain ou un bénéfice en espèces ou en nature en vue de satisfaire les besoins de la vie. L'accès à l'emploi permet à tout

individu de contribuer à la production de biens et services économiquement indispensables. Sont considérées comme occupant un emploi, les personnes au-dessus d'un certain âge qui effectuent un travail quelconque, dans la période de référence, pour un salaire ou un profit, ou qui sont temporairement absents au travail pour des raisons de maladie, de maternité ou de congé parental, de vacances, de formation ou de conflit ;

- ✚ **Évolution des salaires** : L'augmentation des salaires des fonctionnaires sur une période donnée, souvent comparée avec l'inflation ou l'évolution des salaires dans le secteur privé ;
- ✚ **Fiche de collecte** : Outils de collecte de données ;

- ✚ **Fonctionnaire** : Agent titularisé dans l'un des emplois publics permanents
- ✚ **Grade** : Titre hiérarchique que porte un fonctionnaire à chaque étape de l'évolution de sa carrière ;
- ✚ **Impact des politiques économiques** : L'impact des politiques fiscales ou économiques sur les salaires des fonctionnaires, notamment les effets des augmentations de salaires en période de croissance économique ou de récession ;
- ✚ **Indemnités et primes** : Les ajustements concernant les primes spécifiques, comme celles pour les fonctionnaires en régions difficiles ou pour des fonctions particulières ;
- ✚ **Indicateur** : paramètre rendant compte d'une situation, d'un niveau, d'un changement, d'une évolution résultant d'un calcul, simple ou composite, quantitatif ou qualitatif ;

- ✚ **Le salaire brut** : est une expression comptable désignant la rémunération à laquelle a droit un salarié pour le travail accompli. Cette rémunération est calculée avant toute retenue fiscale ou sociale. A ce titre, il s'agit d'une rémunération globale avant prélèvements. Le salaire brut englobe la rémunération due pour la durée de travail effectuée ainsi que les primes et gratifications ;
- ✚ **Le système d'information (SI)** : un ensemble de ressources à la fois humaines, matérielles, et immatérielles dont le rôle est de

collecter, stocker, traiter et distribuer l'information au sein de votre entreprise ou institution ;

- ✚ **Le traitement d'activité** : C'est le salaire calculé selon le Grade, l'échelon et l'indice auquel est positionné l'agent à une date donnée ;
- ✚ **Les annexes du salaire** : les primes, les indemnités, les cotisations et allocations diverses, dues à l'agent pour tenir compte de la spécificité et des conditions d'exercice de ses fonctions etc ;
- ✚ **Licenciement**: Rupture du contrat de travail du fait de l'employeur ;
- ✚ **Masse salariale** : c'est le cumul des rémunérations brutes ;
- ✚ **Offres d'emploi** : Postes vacants à durée déterminée ou indéterminée annoncés sans obligation par le biais des agences, cabinets de recrutement ou tout autre canal. Les entreprises sont " offreurs d'emplois " mais " demandeurs de travail " ;
- ✚ **Personne à la retraite** : Personne qui n'exerce aucune activité économique et dont les ressources proviennent principalement d'une pension versée par l'État ou tout autre organisme, celle-ci provenant d'une activité antérieure. Une personne qui se dit " retraitée " mais qui exerce une activité qui lui procure des revenus est considérée comme active occupée ;
- ✚ **Une politique salariale** : L'ensemble des principes, des stratégies et des décisions prises par une organisation, une entreprise ou un gouvernement concernant la rémunération des employés. Elle vise à définir les conditions de travail et de rémunération, ainsi qu'à garantir l'équité, la compétitivité et la motivation des travailleurs.
- ✚ **Réformes salariales** : Les réformes apportées aux systèmes de rémunération, telles que des révisions des échelles salariales ou des modifications dans la structure des salaires ;
- ✚ **Répartition des salaires** : Les salaires moyens, minimums et maximums dans diverses catégories de fonctionnaires (par exemple, enseignants, policiers, agents de santé) ;
- ✚ **Retraite** : Cessation des relations de travail d'un salarié du fait qu'il ait atteint la limite d'âge réglementaire de travail ;

- ✚ **Salaire net** : C'est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Il est net de toutes cotisations fiscales et sociales. Dans les secteurs parapublic et privé, le salaire perçu est calculé à partir des données déclarées par l'employeur ;
- ✚ **Solde (salaire)** : Salaire payé à des militaires ou de certaines catégories de fonctionnaires ;
- ✚ **Traitement des données** : processus de transformation des informations brutes consignées sur des questionnaires ou des fiches en données élaborées sous forme de tableaux statistiques ou d'indicateurs ;
- ✚ **Travail** : Le concept Travail est l'exercice d'une activité économique suivant la définition de la comptabilité nationale (SCN révision 4 de 1993) qui stipule que " l'activité économique a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou traitement, en espèces ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial " ;
- ✚ **Variable** : caractère se rapportant à une population donnée dont chaque élément ou individu a une valeur ou donnée observable.

CHAPITRE I : PRESENTATION DU MINISTERE

I.1 Missions générales du MFPTE

Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi a pour missions principales de :

- Concevoir et exécuter la politique nationale en matière de la Fonction Publique du travail, et de l'Emploi ;
- Veiller à l'utilisation rationnelle des ressources humaines de l'Etat et mettre sur pied des mécanismes et normes de rendement permettant d'augmenter l'efficacité des administrations publiques ;
- Evaluer et planifier les besoins en personnels des services publics, en harmonie avec les programmes de dépenses et d'investissements publics ;
- Elaborer et mettre en œuvre des politiques visant notamment la promotion de l'emploi, le développement et la gestion efficiente des ressources humaines, en collaboration avec les ministères concernés ;
- Collecter, centraliser et suivre l'information en rapport avec les offres et les demandes d'emploi ;
- Assurer, en collaboration avec les ministères concernés, la réinsertion des fonctionnaires et agent sinistrés de l'état ;
- Promouvoir la modernisation de la gestion publique par l'introduction de Nouvelles Technologies de l'Information et de la communication ;
- Promouvoir une éthique et une déontologie au sein de la Fonction Publique ;
- Veiller à la bonne organisation sociale du monde du travail, à la promotion de la justice sociale et à l'amélioration des conditions de travail ;
- Promouvoir le dialogue social dans le monde du travail en assurant notamment les relations entre les employeurs du secteur privé de l'Etat ;
- Assurer en collaboration avec les autres ministères, les relations entre les associations professionnelles et syndicales du secteur privé de l'Etat ;

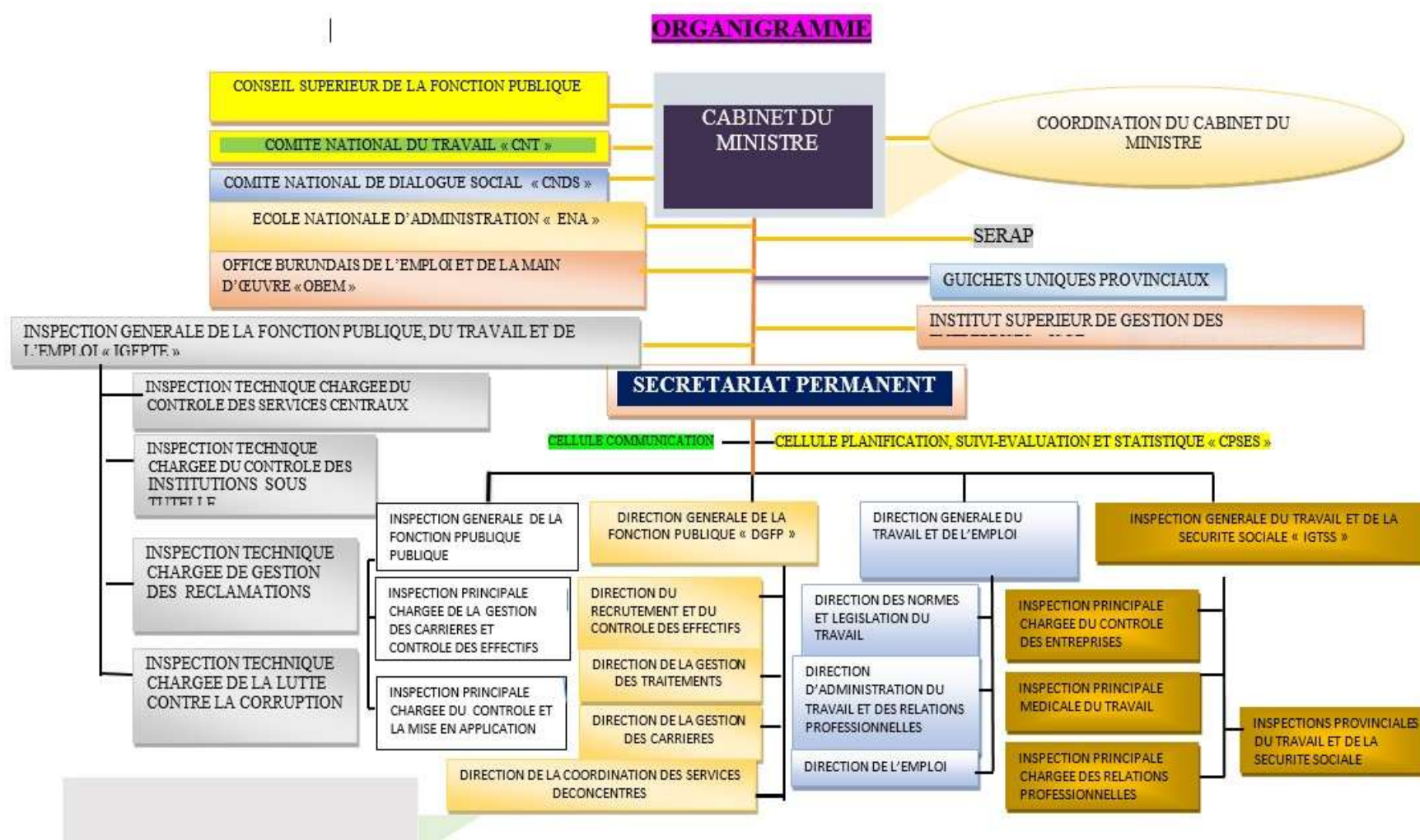
- Elaborer des stratégies visant la promotion de l'emploi et le développement des ressources humaines pour les secteurs régis par le Code du Travail ;
- Contribuer, en collaboration avec le Ministère ayant la jeunesse dans ses attributions à l'amélioration de l'accès à l'emploi des jeunes ;
- Préparer en collaboration avec d'autres et services concernés, les personnes en formation en vue d'œuvrer pour le développement socio-économique du pays, pour la promotion de la paix, la démocratie et la culture nationale, pour le respect des droits et libertés de la personne humaine et pour la promotion de l'intégration régionale ;
- Contribuer à la décentralisation des services publics en vue de rendre plus modernes et efficace l'administration publique ;
- Assurer le contrôle de l'application de la législation du travail ;
- Élaborer et assurer le suivi des projets d'investissement du Ministère.

I.2 Missions de la cellule

Les missions de la Cellule sont définies par l'Ordonnance ministérielle N°570/956 de la 04/07/2024 portant création des cellules au sein du Secrétariat Permanent :

- Réaliser des études de base, de faisabilité et d'évaluation des projets du Ministère
- Collecter, traiter et analyser les données statistiques de tous les domaines de compétences du Ministère ;
- Produire des annuaires et /ou bulletins statistiques pour mieux éclairer les décideurs et mieux refléter la visibilité du Ministère ;
- Coordonner le système statistique du Ministère ;
- Jouer le rôle d'interface entre l'Institut National des Statistiques du Burundi (INSBU), le Bureau de la Centralisation Géomatique (BCG) et le Ministère ;
- Participer dans l'élaboration du Plan de Travail du Budget Annuel du Ministère (PTBA);
- Promouvoir le renforcement des capacités dans la production des données du Ministère.

I.3 Organigramme du Ministère



CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE

II.1 Objectifs du Bulletin

Objectif général

Objectif global est de montrer l'évolution des salaires, faire état des tendances salariales et analyser l'impact des politiques publiques sur la rémunération des fonctionnaires de l'administration publique.

Groupe Cible

Le groupe cible est constitué par les administrateurs, décideurs politiques, économistes, syndicats, citoyens, etc.

II.2 Méthodologie

L'élaboration d'un bulletin statistique semestriel sur les salaires dans l'administration publique burundaise nécessite une méthodologie rigoureuse et structurée. Cette approche permettra de collecter, analyser et présenter les données salariales de manière claire et cohérente. Cette élaboration implique donc une collecte méthodique des données, une analyse approfondie et une présentation claire. L'objectif est de fournir des informations précises, fiables et accessibles pour permettre aux décideurs et au public de mieux comprendre les dynamiques salariales au sein de l'administration publique burundaise. **Cette méthodologie bulletin est articulée sur les étapes suivantes :**

II.1.1 Phase Préliminaire

Après l'évaluation et l'analyse des besoins, les cadres de la cellule en charge des statistiques rassemblent et analysent les documents portant cadre légal et réglementaire qui régissent le Ministère et ceux liés à la production des données statistiques.

Il s'agit notamment de :

- ✓ La Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi No I/08 du 20 Mai 2021 Portant Modification de la Loi No 1/17 Du 25 Septembre 2007 Portant Organisation du Système Statistique National au Burundi ;

- ✓ Le décret n°100/58 du 18 mars 2008 portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité National de l'Information Statistique (CNIS) ;
- ✓ Le Décret n°100/227 du 08 octobre 2014 portant Cadre National d'Assurance Qualité des données (CNAQD) au Burundi ;
- ✓ Le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Missions et réorganisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi ;
- ✓ L'ordonnance ministérielle N°570/956 du 04/07/2024 portant Création des cellules au sein du Secrétariat Permanent ;
- ✓ Le recueil des Concepts, Définitions et Nomenclatures utilisés dans le Système Statistique National du Burundi ;
- ✓ Les indicateurs des ODD ;
- ✓ Plan National de Développement (PND 2018-2027) ;
- ✓ Stratégie Sectorielle du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi ;
- ✓ Les recommandations du Comité Technique de l'Information Statistique.

II.1.2 Collecte et saisie des données

La collecte des données est une étape cruciale pour garantir l'exactitude et la représentativité du bulletin. Après l'analyse des besoins et les sources officielles des données, les cadres de la cellule d'études et statistique au Ministère élaborent les canevas de collecte des données en fonction de la spécificité de chaque source. Les fiches ou canevas de collecte conçus sont alors envoyés aux fournisseurs des données identifiés conformément à la Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi N° 1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi. Après la collecte, les cadres de la cellule procèdent à la saisie des données.

II.1.3 Analyse des données

Une fois les données collectées, l'analyse consiste à les trier et à les interpréter pour dégager des tendances et des points saillants.

- On commence par les segmentations ou désagrégations qui consistent à séparer les salaires par catégorie, caractère administratif, etc ;
- On fait des analyses comparatives qui consistent à faire la comparaison des salaires sur des différentes périodes afin d'identifier des tendances d'évolution, des augmentations ou des baisses significatives ;
- On cherche des facteurs explicatifs qui permettent d'analyser les causes de variations des salaires ;
- Indicateurs clés : Calcul des indicateurs tels que la moyenne des salaires, l'écart-type, les écarts de salaires entre différentes catégories, etc.

II.1.4 Vérification et validation des données

Avant la publication, on passe à la vérification de la cohérence et la fiabilité des données en présence des fournisseurs des données et validation par les organes de coordination et de contrôle du SSN.

II.1.5 Diffusion et Communication

Une fois le bulletin validé et finalisé, on procède à en assurer la diffusion conformément aux dispositions de la Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi N°1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi le bulletin est publié sur le site de l'INSBU, le site web du MFPTTE et une version imprimée est aussi toujours distribuée aux utilisateurs identifiés des données relatives aux salaires.

II.1.6 Evaluation

Après la diffusion du bulletin, on suit les retours/feedbacks qui servent de base pour envisager des améliorations de la prochaine production. Cela se fait à l'occasion d'une réunion des points focaux des services fournisseurs, certains utilisateurs et les autorités de ligne.

II.1.7 Chronogramme

Taches	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	MARS 2025
Elaboration de la méthodologie				
Collecte des données				
Traitement des données				
Analyse des données				
Publication				

CHAPITRE III : LES SALAIRES DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DECONCENTRE

Le personnel sous statut de l'administration centrale et déconcentré est régi par le Statut Général des Fonctionnaires tandis que celui des sous contrats est régi par le code du travail. Cette différence due à la législation pour ces régimes statutaires influence l'évolution de la carrière et la manière de traitement de leurs salaires. Depuis la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale équitable le gouvernement du Burundi, n'a pas cessé de réduire des irrégularités constatées pendant le processus de sa mise en œuvre. Au cours du premier semestre, des variations mensuelles constatées dans les données suivantes émanent des recrutements de nouveaux employés ou création de nouveaux postes, les régularisations sur différents actes, du changement des emplois types de certains fonctionnaires et de la mobilité du personnel notamment celles liées aux réaffectations, des transferts, de la désertion, de la suspension, de la mise en disponibilité et des décès. Au cours du premier semestre, les salaires bruts de l'ensemble de l'administration publique est de **326 077 438 468 BIF dont 70%** sont des enseignants. Dans la masse salariale de l'administration publique, les dépenses du personnel œuvrant dans l'administration centrale et déconcentré est de **274 603 659 176 BIF dont 228 328 714 481 BIF** de sous statuts enseignants, **39 358 315 846 BIF** de sous statut non enseignants et **6 176 267 374 BIF** pour les sous contrats. Les données de ce bulletin montrent donc que **83,4%** des salaires de l'administration centrale et déconcentrés sont des sous statuts enseignants, **14,4%** sont des sous statuts non enseignants tandis que **2,3%** sont des sous contrats de l'ensemble de l'administration centrale et déconcentrés. ***Par ces données, le salaire moyen brut mensuel des employés sous statut est de 454 239,6 BIF tandis que celui des sous contrat régis par le statut général des fonctionnaires est de 166 309,9 BIF soit un écart de 287 929,7 BIF.*** Il est également à signaler que les assimilés aux salaires notamment des émoluments, les indemnités kilométriques et les heures supplémentaires n'ont pas été captés.

Tableau 1: Répartition des Salaire du Personnel sous Statut par Ministère

MINISTERE	JUILLET		AOUT		SEPTEMBRE		OCTOBRE		NOVEMBRE		DECEMBRE	
	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	38 909 351 395	230 135 055	39 142 471 631	221 836 446	38 418 392 557	209 743 088	37 262 432 719	214 948 489	37 342 739 828	209 199 782	37 181 456 457	204 824 702
MINISTERE DE L'INTERIEUR	429 087 936	10 494 112	445 098 600	10 276 077	427 872 264	9 332 189	424 172 094	8 931 828	417 243 776	8 931 828	421 315 100	8 828 717
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	90 631 198	5 048 167	89 676 374	5 048 167	92 098 483	5 096 524	96 600 741	5 052 167	90 525 660	4 230 345	91 987 037	4 461 685
MINISTERE DES FINANCES	160 618 515	2 948 244	160 633 694	2 948 244	153 186 019	2 948 244	157 747 647	2 948 244	159 692 009	2 948 244	161 037 628	2 948 244
MINISTERE DE LA JUSTICE	888 974 111	49 736 074	895 002 663	51 659 825	889 386 432	49 284 068	891 761 445	51 578 389	855 133 779	44 901 879	906 484 349	52 049 989
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	217 775 260	10 771 161	217 331 374	11 665 118	215 117 088	10 581 033	216 514 931	10 581 033	226 081 770	11 152 773	217 006 328	10 518 670
MINISTERE DE L'EAC	95 410 482	14 561 619	95 748 757	14 570 619	94 820 904	14 570 619	94 945 281	14 392 471	99 022 686	13 623 941	97 460 035	13 123 193
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	25 061 705	1 480 653	30 089 668	3 077 803	26 425 206	1 822 462	25 478 206	1 822 462	25 478 206	1 822 462	25 519 921	1 833 712
MINISTERE DE LA SANTE	3 715 516 738	218 519 663	3 719 687 908	207 482 322	3 828 384 600	210 080 394	4 036 538 602	205 020 304	3 696 675 683	182 392 045	3 799 175 071	214 920 521
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	58 705 844	7 394 333	59 041 887	7 394 333	53 572 465	7 288 057	59 104 981	7 150 055	55 787 508	7 150 055	54 846 391	8 124 924
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	506 377 110	485 877 297	531 209 560	479 977 339	489 717 856	471 721 254	525 081 560	483 564 904	608 165 782	472 382 905	672 594 869	471 275 729
MINISTERE DE COMMERCE	937 522 260	6 906 274	100 824 528	6 208 418	99 254 074	6 853 603	92 703 202	6 531 011	93 994 440	6 531 011	93 275 218	5 990 144
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	45 903 093	1 289 285	43 592 676	1 188 924	43 592 676	1 188 924	42 121 413	1 188 924	43 902 560	1 514 008	42 854 786	1 286 035
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	95 310 538	19 456 021	92 431 405	18 743 762	95 281 704	18 839 649	93 686 443	19 100 594	92 248 837	18 430 200	95 905 008	19 419 760
SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	3 183 982	1 369 243	3 178 325	1 370 243	3 178 325	1 370 243	3 178 325	1 370 243	3 178 325	1 370 243	3 178 325	1 370 243
Total	46 179 430 167	1 065 987 201	45 626 019 050	1 043 447 640	44 930 280 653	1 020 720 351	44 022 067 590	1 034 181 118	43 809 870 849	986 581 721	43 864 096 523	1 020 976 268

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

Tableau 2: Répartition des Salaire du Personnel sous Statut par Catégorie

CATEGORIE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
DIRECTION	8 976 268 008	9 045 822 322	8 953 074 350	8 923 679 756	9 271 318 133	8 745 344 702
COLLABORATION	32 841 452 848	32 944 001 443	32 420 465 018	31 510 865 605	31 748 497 383	31 487 584 090
EXECUTION	1 945 608 318	1 945 468 384	1 924 728 528	1 902 490 026	1 848 832 787	1 382 700 849
MAGISTRAT	539 982 748	543 421 240	541 436 547	636 280 306	512 754 564	548 730 321
TOTAL	44 303 311 922	44 478 713 389	43 839 704 443	42 973 315 693	43 381 402 867	42 164 359 962

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

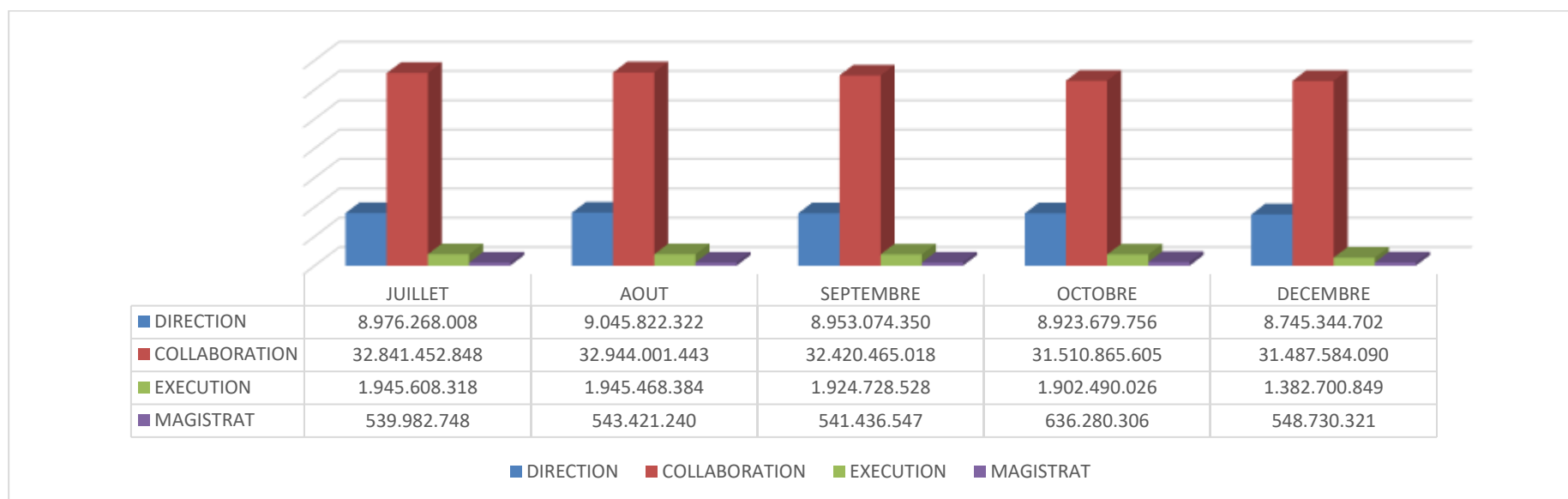


Figure 1: Répartition des Salaires Brut du Personnel sous Statut

Tableau 3: Répartition des Salaires Brut par Mois et par Régime Statutaire

	SS/ENSEIGNANT	S/S N-E	S/C	TOTAL
JUILLET	38 922 360 918	6 436 413 242	1 066 604 007	46 425 378 167
AOÛT	39 145 463 754	6 483 547 418	1 043 447 640	46 672 458 812
SEPTEMBRE	38 471 291 398	6 528 369 913	1 024 476 620	46 024 137 931
OCTOBRE	37 265 402 126	6 760 214 186	1 034 181 118	45 059 797 430
NOVEMBRE	37 342 739 828	6 467 131 021	986 581 721	44 796 452 570
DECEMBRE	37 181 456 457	6 682 640 066	1 020 976 268	44 885 072 791
TOTAL	228 328 714 481	39 358 315 846	6 176 267 374	273 863 297 701
%	83,4	14,4	2,3	

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

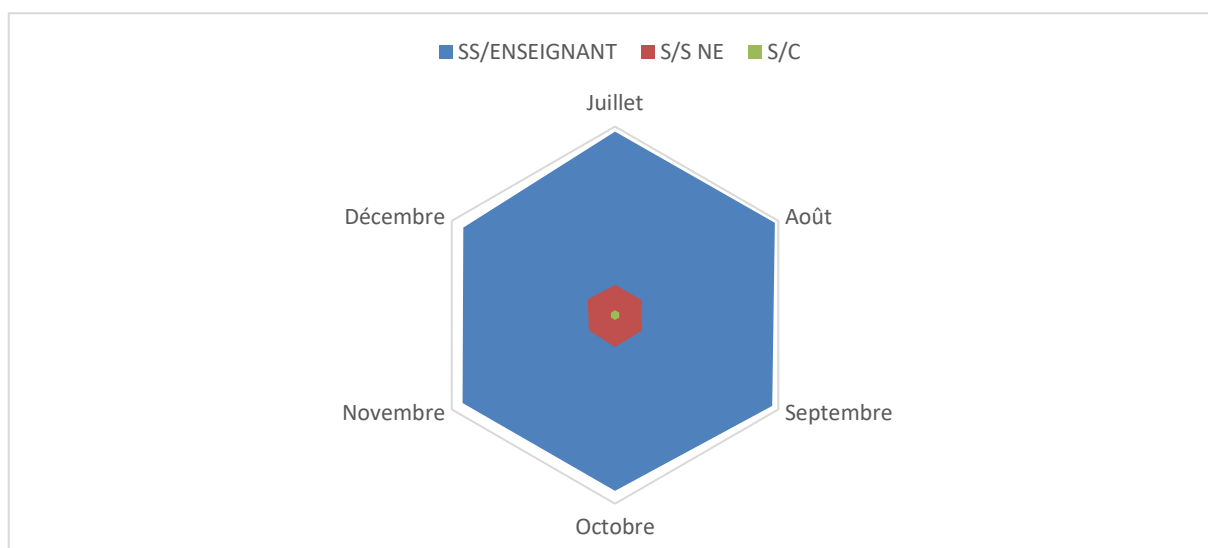


Figure 2: Répartition des Salaires Bruts par Régime Statutaire

Tableau 4: Montant des Salaire par Moi selon la Part Indiciaire

MOIS	S/S ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C
Juillet	11 314 808 349	1 660 665 184	139 767 254
Août	11 336 459 103	1 653 655 697	138 043 941
Septembre	11 227 635 126	1 654 474 792	136 136 959
Octobre	11 219 056 399	1 659 086 948	135 098 611
Novembre	11 207 274 863	1 606 245 105	132 324 246
Décembre	11 193 990 533	1 643 735 967	133 306 462
TOT	67 499 224 373	9 877 863 693	814 677 473

Source : Centre De Traitement Informatique (CTI)

Tableau 5: Montants des Salaires par Mois selon Part Emploi

MOIS	ENSEIGNANTS	S/S ENSEIGNANT	S/C
Juillet	23 379 319 980	3 657 737 430	817 967 880
Août	23 522 972 400	3 652 692 975	807 068 925
Septembre	23 488 790 400	3 669 221 295	797 645 835
Octobre	23 480 281 935	3 709 675 440	790 505 325
Novembre	23 472 246 060	3 614 396 580	772 081 020
Décembre	23 489 384 985	3 713 329 485	774 175 185
TOTAL	140 832 995 760	22 017 053 205	4 759 444 170

Source : Centre De Traitement Informatique (CTI)

Tableau 6: Montants des Allocations Familiales par Mois

MOIS	ENSEIGNANTS	S/S ENSEIGNANT	S/C
Juillet	183 108 000	25 416 000	22 895 000
Août	183 558 000	25 456 000	22 726 000
Septembre	183 431 000	25 492 000	22 533 000
Octobre	183 658 000	25 478 000	22 447 000
Novembre	184 243 000	24 708 000	21 982 000
Décembre	184 405 000	25 199 000	22 205 000
TOTAL	1 102 403 000	151 749 000	134 788 000

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

Tableau 7: Montant des Salaire par Moi selon la Part Indiciaire

COMPOSITION DE SALAIRE	S/S ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C
PART INDICIAIRE	67 499 224 373	9 877 863 693	814 677 473
PART EMPLOI	140 832 995 760	22 017 053 205	4 759 444 170
ALLOCATION FAMILIALE	1 102 403 000	151 749 000	134 788 000

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

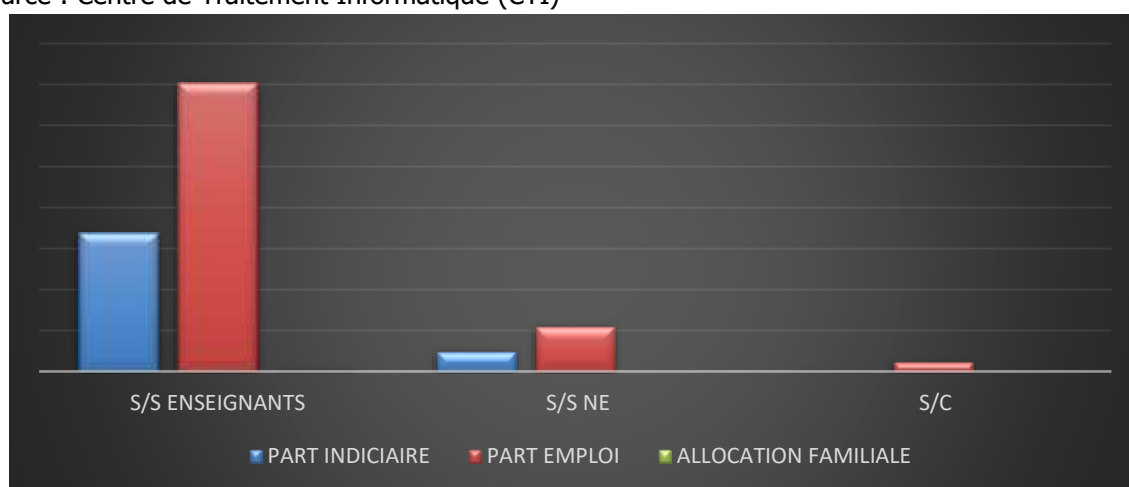


Figure 3: Salaire par Composant de Salaire

Tableau 8: La Part Emploi selon l'emploi Type par Mois

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
ADMINISTRATEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION	893 139,00	893139	893139	893 139	3 166 668	355 555
AIDE COMPTABLE	17109039	17110039	16595849	16512430	19015870	35524858
ASSISTANT D'APPUI À LA MAITRISE D'OUVRAGE MINES ET ÉNERGIE	1231220	1231220	1231220	1232220	1232220	2284771
ASSISTANT DE CONCEPTION DES OUVRAGES ET ÉQUIPEMENTS	23282770	22018496	22938320	23297598	22867976	15431185
ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL		3866155	3722210	3722210	3722210	10087166
ASSISTANT DE ZONE	72450387	74529919	70817131	67701673	78339669	44935728
ASSISTANT DES TRAVEAUX DE GÉNIE EN MILIEU RURAL	11025848	11025848	11025848	10743050	11566658	17093770
ASSISTANT INFIRMIER VÉTÉRINAIRE	40438927	40438927	41443454	40217402	43443352	26999458
ATTACHÉ DE PRESSE	1440937	1052158	1052158	1052158	1052158	1804049
AUXILIAIRE DE LABORATOIRE AGRO-BIOLOGIQUE OU VÉTÉRINAIRE	3414388	3414388	3273578	3273578	3129532	1593748
CADRE DE DIRECTION EN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE	3752060	3752060	4154125	2817242	4681415	1396135
CADRE DIRIGEANT DE L'ÉDUCATION	84652745	81455849	83405306	80806208	80488875	102736069
CADRE DIRIGEANT D'UNE ADMINISTRATION TERRITORIALE	72540762	77552421	75023900	81639283	71899962	107945073
CADRE JURIDIQUE	2931296	2931296	2931296	2931296	2931296	1631478
CADRE PROFESSIONNEL PARAMÉDICAL DE SANTÉ	1099880024	1107893687	1157436286	1417183441	1238518970	1344133456
CADRE PROFESSIONNEL MÉDICAL SPÉCIALISÉ	1396777	1396777	1396777	1396777	1396777	722082
CADRE-DIRIGEANT D'ADMINISTRATION CENTRALE	32629617	31300856	29467249	35084500	34759329	44404017
CHARGÉ D'ANALYSES BUDGÉTAIRES	1050320	1050320	1050320	1050320	1050320	11971084
CHARGÉ DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES	13204130	14762607	12782396	12782396	11889026	14232054
CHARGÉ DE COMMUNICATION ÉVÈNEMENTIELLE ET/OU DE RELATIONS PUBLIQUES	2803233	1221101	1221101	1221101	1221101	3448481
CHARGÉ DE CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT D'APPLICATION	7068788	9293828	7451374	7451374	7451374	3448481
CHARGÉ DE DISCIPLINE	685058423	682861272	672982047	661017143	675671237	826515948

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL	2518285	2160275	2160275	2160275	2160275	319347
CHARGE DE L'ARCHIVAGE DES DOSSIERS DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS CIVILS DE L'ETAT	0	0	0	0	0	8 297 245
CHARGÉ DE L'INSPECTION SANITAIRE	14845354	15906724	14933880	14933880	14933880	19092784
CHARGÉ DE L'ORGANISATION DES TRANSPORTS ET DE LA RÉGULATION	1629477	1629477	1629477	1629477	1629477	2434010
CHARGÉ DE LA COOPÉRATION AVEC LA DIASPORA	507921	0	0	0	0	484788
CHARGÉ DE LA GESTION DES ARCHIVES	190896342	189418881	182670668	181858814	189329431	194183362
CHARGÉ DE LA GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	90905777		92169796	89349590	90972048	73144282
CHARGÉ DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION BÂTIMENTS	767 160	767 160	767 160	767 160	767 160,00	2 685 696,00
CHARGE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE ET DE LA CONCEPTION D'INFRASTRUCTURE, OUVRAGES ET EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	1711211
CHARGÉ DE LA MOBILISATION ET DE LA GESTION DE LA DETTE CONTRACTUELLE	1049980	1049980	1049980	1049980	1049980	1138127
CHARGÉ DE LA POLITIQUE FISCALE	5672235	5669406	5669406	5669406	5669406	1009836
CHARGÉ DE LA PRÉSERVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL ET DES COLLECTIONS	570262	801652	685957	685957	685957	2033629
CHARGÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX	6539744	13911304	7472852	7472852	3122988	34772018
CHARGÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX	32188064	40173831	32802975	32184602	43835444	47473672
CHARGÉ DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI DES INVESTISSEMENTS	94561387	99900543	93728648	87239092	87239092	23045114
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE, DE LA SOLIDARITÉ NATIONAL ET DE LA RÉINTÉGRATION DES SINISTRÉS	2799307	6206916	2850617	2850617	2850617	3300787
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'ÉGALITÉ DU GENRE.	2046046	2046046	2046046	2046046	2046046	1669806
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA LANGUE NATIONALE	12245685	12245685	12245685	11525789	11161274	1669806

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
CHARGÉ DE LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS, DE L'ÉDUCATION À LA PAIX ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE	1024510	1024510	1024510	1024510	1024510	2601962
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTÉ	201039317	202663149	199248250	199519749	192870059	62979308
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR	14224167	14224167	16152055	14672512	14669017	10077604
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	5129527		5177423	5174423	5177423	7558195
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	509921	509921	509921	509921	509921	4447924
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	627476	627476	627476	627476	627476	3816557
CHARGÉ DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	4518276	5172085	4499354	4499354	4499354	6278769
CHARGÉ DE LA RÉGULATION BUDGÉTAIRE	1197976	1197976	1197976	1197976	1197976	424330
CHARGÉ DE L'ALPHÉBÉTISATION DES ADULTES	4197055	4197055	4197055	4142749	4142749	1525794
CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET FORMATION PROFESSIONNELLE	546286219	545140391	541042726	536154199	538953225	591044875
CHARGÉ DE L'INSPECTION ET/OU DU CONTRÔLE INTERNE DES SERVICES	44402819	45774934	46629284	45341916	42472994	74994956
CHARGÉ DE L'INSPECTION SCOLAIRE ET DU CONTRÔLE DE QUALITÉ	230650326	231422667	223539301	223744901	224656598	173146815
CHARGÉ DE PROGRAMMES D'ÉTUDES OU DE STATISTIQUES	51078380	48796183	47404160	46537485	47386512	34205977
CHARGÉ DE PROJET INGÉNIERIE PUBLIQUE	2003149	2003149	2007149	2007149	7843625	0
CHARGÉ DE RÉDACTION JURIDIQUE	535678	535678	535678	535678	535678	501831
CHARGÉ DE RELATION ET DE SERVICE À L'USAGER	485274630	490546261	479563783	480332524	488790905	473976263
CHARGÉ DES ACHATS ET DES MARCHÉS PUBLICS	1443233	1443233	1443233	1443233	1443233	1037851
CHARGÉ DES ÉTUDES ET DE LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS	2046444	2046444	2046444	2046444	1527518	1037851
CHARGÉ DES ÉTUDES ET DE LA PLANIFICATION	11533805	11533805	10948687	10433237	10433237	9351037

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
CHARGE DES REFORMES	0	0	0	0	0	494 933
CHARGE DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	0	0	0	0	0	520401
CHARGÉ D'INSPECTION ET DE CONTRÔLE EXTERNE	3724502	3224811	3224811	3224811	13697097	4017211
CHARGE DU CHARROI DE L'ETAT	0	33	0	0	0	551181
CHARGÉ DU CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS	15425206	17643406	16790328	16465599	15668845	14924188
CHARGÉ DU CONTRÔLE ET DE L'EXÉCUTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE	32619921	30333490	29429774	28416987	27728469	32992841
CHARGÉ DU PILOTAGE ET DE LA GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	97624525	85222995	87213871	84667388	81798719	33847757
CHARGÉ DU PILOTAGE ET DE L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	58918906	61131797	58905419	58393074	56328724	12323495
CHARGÉ DU PROTOCOLE	1399019	1399019	1399019	1399019	1399019	520074
CHARGÉ DU SUIVI DES CARRIÈRES ET DE GESTION DE LA FORMATION	103297681	101702995	102372138	102424274	102105654	82285283
CHAUFFEUR	1106280	239614	239614	239614	239614	239614
CHEF DE PERSONNEL PROVINCIAL	10393843	33	10393843	10393843	9591702	11195984
CHEF DE PROJET MAÎTRISE D'OUVRAGE NUMÉRIQUE, SYSTÈME D'INFORMATION ET COMMUNICATION	440256	440256	440256	0	0	239614
COMPTABLE	306414	306414	306414	306414	306414	306414
COMPTABLE	159375468	160517209	162875482	170315526	162132089	223995945
CONDUCTEUR DE VÉHICULE AUTOMOBILE	41954107	43572804	41508841	40824468	37414667	39065191
CONSEILLER DU DIRECTEUR GENERAL	0	0	0	0	2699016	717730
CONSEILLER DU SERVICE SOCIAL	9530235	10974326	9757708	9757708	9755378	458026
CONSEILLER EN POLITIQUE PUBLIQUE	98043479	95071809	94556913	93785149	96360052	52891411
CONSEILLER EXPERT	649109080	656405523	640587035	657705177	695526606	853286311
CONSEILLER PÉDAGOGIQUE	26581291	26581291	26581291	25536841	28305865	37283780
CONSEILLER TECHNIQUE	67347331	78470143	79568231	79942660	74010938	94709870
CONTRÔLEUR DES TRAVAUX IMMOBILIERS	45789880	45790880	45792880	45313371	45313371	5718086
COORDONNATEUR DU CABINET MINISTÉRIEL	757117	757117	757117	757117	757117	94709870
CUISINIER EN MILIEU SCOLAIRE	14870672	14692174	15713018	14679377	16184177	21824696

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
DIRECTEUR PROVINCIAL	284503	284503	284503	284503	284503	284503
ENSEIGNANT DU PRIMAIRE	20453972936	20616573948	20121755838	19337186566	19622177966	18265156296
ENSEIGNANT DU SECONDAIRE	12637703464	12703929869	12551613418	12213743923	12230032095	12013455731
EXPERT EN INFRASTURE FERROVIAIRE		0	0	0	0	456209
EXPERT EN INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENT	866568	866568	866568	866568	492638	2332005
EXPERT EN NUMERIQUE ET SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION		0	0	0	0	2521532
EXPERT IMMOBILIER	1791440	1791440	1791440	1791440	1791440	5661897
FORESTIER	7662938	7662938	7662938	7662938	7662938	6494881
GARDE	49112447	46897676	44987695	45265826	43379476	45166554
GESTIONNAIRE		549020	310766	0	0	0
GESTIONNAIRE D'ARCHIVES OU DE BIBLIOTHÈQUE	9676291	9311517	8656269	8656269	8656269	26515418
GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE	3594097	3594097	8627110	4379203	7578104	3445759
GESTIONNAIRE DES STOCKS	0	0	0	0	0	2425732
GESTIONNAIRE DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT	2049704	2049704	2049704	2049704	2049704	460883
GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	8525305	8525305	8525305	8525305	7988468	22985864
GESTIONNAIRE DU CARBURANT ET DE LA REGULATION	0	0	0	0	0	826284
GREFFIER	9254469	11434763	9840183	10407555	18426557	21108571
GREFFIER TITULAIRE AUPRÈS D'UNE JURIDICTION SUPÉRIEURE	1206099	1206099	1206099	1206099	1206099	1206099
INFIRMIER VÉTÉRINAIRE	65164852	68054744	62207672	61635002	62020294	109495977
INSPECTEUR PHYTO-TECHNIQUE	7042949	7042949	7042949	7048949	7048949	9132166
INSPECTEUR PROVINCIAL DE L'ENSEIGNEMENT	7371345	7371345	7371345	6790577	6187180	37577917
INTERPRÈTE – TRADUCTEUR	2189424	2189424	2189424	2189424	2189424	2189424
JARDINIER	5377643	5362616	5257361	5257361	5845187	4592048
JOURNALISTE	20597084	20597084	21298659	20980027	20238773	19867644
JUGE AU TRIBUNAL	610725	610725	610725	610725	610725	610725
JURISTE	3185278	3185278	3185278	3185278	3185278	3185278
MAGASINIER	4596885	4596885	4596885	4596885	6348903	10446684
MAGISTRAT	94757443	96901356	97868398	94711027	88724045	96016349

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
MONITEUR AGRICOLE	457378644	451198127	446603936	458217715	448325244	440647866
OBSERVATEUR DE PÊCHE	10217826	10261092	10103789	10103789	10103789	6781730
OPÉRATEUR DES SOINS DE SANTÉ	58620968	55383423	55854175	54521263	50817923	60413034
OUVRIER DE MAINTENANCE	4403909	4403909	4403909	4403909	4403909	6153710
PLANTON	991359	2407427	986898	986898	897180	2559947
PLANTON	197751234	190848885	188730771	192694188	174785477	184201597
PROFESSIONNEL MÉDICAL OU PHARMACEUTIQUE	151784825	142808417	146987907	138311149	123342637	85564393
RESPONSABLE BUDGÉTAIRE	1600721	1600721	1600721	1600721	1600721	3132862
RESPONSABLE D'APPUI À L'ENTREPRENEURIAT ET À LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1846260	2288900	2075580	2075580	2075580	3135076
RESPONSABLE DES POLITIQUES DE COOPERATION ET DES PARTENARIATS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT	0	0	0	0	0	595822
RESPONSABLE DE DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	1637894241	1635018455	1619204734	1612973379	1635837462	1798867414
RESPONSABLE DE DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT POST- FONDAMENTAL	1450949106	1447181690	1449586049	1427137879	1434968097	1895175155
RESPONSABLE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE FONCIER	2179332	2179332	2179332	2179332	3752638	3964449
RESPONSABLE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	2068323	1970977	1970977	1970977	1970977	2016018
RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ET DE LA PROMOTION DES PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTÉ	105595410	114089413	94879213	89792759	86409126	100162202
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION	1918634	3563288	2429550	2429550	2429550	1964951
RESPONSABLE DE LA COORDINATION ADMINISTRATIVE	55042624	60482807	57368881	52687010	50131573	85564300
RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT	1118151	1118151	1118151	522991	3685353	3096056
RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE LA GESTION DES ÉNERGIES	1637986	1637986	1637986	1637986	1637986	1095267
RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT	1627614	1627614	1627614	1627614	1627614	1705386

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DES MINES	514216	514216	514216	514216	514216	1964951
RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI-ÉVALUATION	4908552	4992472	4905888	4905888	6424069	6585529
RESPONSABLE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT	2042949	1338205	1338205	1338205	1338205	559845
RESPONSABLE DE LA PROMOTION DES SPORTS	997992	997992	997992	997992	997992	2153553
RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION	503466	503466	503466	503466	503466	1705386
RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA VULGARISATION EN SANTÉ DES ALIMENTS, DES VÉGÉTAUX ET DES ANIMAUX	15140985	15140985	15140985	22403572	17183004	13086218
RESPONSABLE DE L'ACTIVITÉ DE CONTRÔLE	1761627	1761627	1761627	1761627	1761627	530263
RESPONSABLE DE PILOTAGE DE LA QUALITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF	635199	635199	635199	635199	10062650	564574
RESPONSABLE DE PROGRAMME D'ÉTUDES OU DE STATISTIQUES	10062650	10062650	10062650	10062650	10062650	7927167
RESPONSABLE DE PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	16203018	15642441	15602325	15604325	15604325	12081448
RESPONSABLE DE SYSTÈMES ET RÉSEAUX D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	1990130	1991130	2427615	1480615	1480615	1015469
RESPONSABLE DES POLITIQUES DE COOPÉRATION ET DES PARTENARIATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	5178089	5178089	5178089	5178089	5178089	2855059
RESPONSABLE DES POLITIQUES PUBLIQUES DES TRANSPORTS	503849	503849	518431	505347	505347	12081448
RESPONSABLE DES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ	8121376	8121376	8121376	8121376	7409671	10209980
RESPONSABLE DES QUESTIONS PROTOCOLAIRES ET DIPLOMATIQUES A L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	0	0	0	0	0	899022
RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES	7362813	7621782	7675174	7675174	7675174	8327485
RESPONSABLE DU BUREAU DU CABINET	902364	902364	902364	902364	902364	347663
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DE LA CRÉATIVITÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE	1142980	1142980	1142980	1142980	1142980	509921
RESPONSABLE D'UN SERVICE DES FINANCES PUBLIQUES	6791059	6791059	6791059	6793059	6793059	1650482
RESPONSABLE D'UN SERVICE OU FONDS PATRIMONIAL	510916	510916	510916	510916	510916	1607306

EMPLOI TYPE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
SECRETAIRE DE DIRECTION	0	0	0	0	1872756	410600
SECRETAIRE EXECUTIF PERMANENT COMMUNAL		0	0	0	0	61781543
RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE	1464799	1464799	1464799	1464799	2375167	11967409
RESPONSABLE DES POLITIQUES DES COOPERATIONS ET DES PARTENARIATS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT	0	0	0	0	0	595822
SECRÉTAIRE	381180	381180	381180	381180	381180	381180
SECRÉTAIRE – ASSISTANT/ AGENT ADMINISTRATIF	488003182	479871498	490012148	469810357	489713122	556720209
SPÉCIALISTE EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE	1588521	1588521	1588521	1588521	1588521	1588521
TECHNICIEN AGRONOME	53291351	52919023	52124496	52623239	57876903	105155074
TECHNICIEN D'INTERVENTION / MAINTENANCE	20858297	20503580	20136112	20136112	20136112	23046108
TECHNICIEN PARAMÉDICAL	1729462733	1718941802	1799057850	1757276692	1641765233	1790479323
VULGARISATEUR PISCICOLE	0	0	0	0	0	2839221
VEILLEUR	308872	1248888	398590	2684911	578026	578026
TOTAL	45609768463	45854845435	45210437932	44 241 852 643	44358350864	44 157 909 441

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

CHAPITRE IV : LES SALAIRES DU PERSONNEL DES INSTITUTIONS PERSONNALISEES

Les institutions personnalisées sont tous régis par le code du travail et diffèrent de leurs statuts spéciaux. Le traitement des salaires et l'évolution de la carrière dépendent du statut de chaque institution. La nouvelle politique salariale encours d'implémentation prévoit l'harmonisation de ces textes pour aligner ces institutions au même rail de traitement équitable. Comme la mise en œuvre de la politique de la cotation des Emplois n'est pas encore appliquée comme celles régies par le Statut Général des Fonctionnaires, les facteurs de variation des salaires observés sont la mobilité du personnel liés aux transferts, la désertion, la suspension et la mise en disponibilité. On a constaté aussi des nouveaux postes et des recrutements dans certaines institutions et les régularisations sur différents actes. Il est aussi à signaler que les données des institutions à fond propres et/ mixtes comme **SOSUMO, REGIDESO, AACB, OTRACO, ONATOUR, RNP, CHUK, les salaires des administrations territoriales (communes), etc ainsi que les assimilés aux salaires notamment des émoluments et les indemnités kilométriques** n'ont pas été captés pour être traités suite à des circuits de dépenses du personnel non encore harmonisés. La masse salariale des institutions personnalisées dont les salaires émargent sur le Budget général de l'Etat est de 51 473 779 292 BIF. Des légères variations observées entre les mois du 1^{er} semestre sont dues aux départs des fonctionnaires pour des motifs divers et des régularisations continues des employés de ces institutions. Les facteurs de variations constatées s'appliquent sur toutes les composantes de la masse salariale suite à l'interdépendance des variables considérées.

Tableau 9: Répartition des Salaires Bruts Des Institutions Par Ministère

MINISTERE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	TOT
MINISTERE DES FINANCES	2 260 462 482	2 259 683 449	2 265 657 950	2 269 453 243	2 267 031 365	2 290 944 395	13 613 232 884
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	150 265 499	145 133 048	143 962 050	143 617 592	143 498 249	139 567 229	866 043 667
MINISTERE DU COMMERCE, DE TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	488 891 294	393 756 892	391 454 144	433 477 390	434 954 980	431 572 476	2 574 107 176
MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST-AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	334 823 353	371 142 273	382 074 151	380 518 828	384 259 568	379 212 092	2 232 030 265
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, de l'ENERGIE ET DES MINES	587 073 050	556 739 873	552 884 997	577 925 209	578 593 773	554 087 815	3 407 304 717
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET LOGEMENTS SOCIAUX	353 575 770	324 517 588	322 952 708	322 677 471	322 508 134	322 501 134	1 968 732 805
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	352 326 203	346 439 945	344 990 630	342 985 935	342 291 977	376 419 099	2 105 453 789
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	241 724 614	242 360 110	241 696 675	245 889 766	243 674 012	243 311 146	1 458 656 321
MINISTERE DE LA JUSTICE	393 407 358	394 300 202	408 326 998	400 043 126	399 846 895	397 344 776	2 393 269 355
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	423 743 942	424 668 613	419 358 544	389 900 795	447 807 328	393 575 511	2 499 054 734
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	311 146 282	309 403 060	309 906 618	306 740 705	307 556 735	312 478 003	1 857 231 402
MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE	161 781 574	161 849 070	155 298 551	162 357 881	166 310 707	166 444 580	974 042 363
MINISTERE DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	2 891 258	2 891 258	2 891 258	2 891 258	2 891 258	2 891 258	17 347 548
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	2 389 096 751	2 282 740 786	2 292 756 408	2 278 201 088	2 235 232 951	2 231 282 745	13 709 310 729
TOTAL	8 451 209 430	8 215 626 167	8 234 211 682	8 256 680 287	8 276 457 932	8 241 632 259	49 675 817 755

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

CHAPITRE V : PROTECTION SOCIALE

Au Burundi la protection sociale des salariés est financée en partie par des cotisations sociales prélevées sur les salaires, tant par les employeurs que par les employés. Ces cotisations sont destinées à financer divers régimes de sécurité sociale, notamment la santé, la retraite et les allocations diverses. Les cotisations sociales des salariés prélevées sur leurs salaires, sont essentielles pour le financement de la protection sociale et garantissent une solidarité entre tous les citoyens. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité tout au long du cycle de vie. Elle englobe divers domaines tels que la santé, l'enfance, la maternité, le chômage, les accidents du travail et les pensions de vieillesse. Une approche qui vise à garantir à tous un accès à des prestations minimales, notamment des transferts monétaires et une aide en cas de maladie, invalidité, maternité, etc. L'OIT a développé la recommandation 202 sur les socles de protection sociale, qui définit des éléments essentiels de protection sociale au niveau national, tels que l'accès aux soins de santé, les prestations familiales, et les pensions de vieillesse. L'objectif principal de l'OIT est d'étendre la protection sociale à tous, en particulier aux travailleurs de l'économie informelle et aux groupes vulnérables, en mettant l'accent sur l'accès à des soins de santé abordables et de qualité, des revenus de remplacement en cas de perte d'emploi, et une protection contre les risques sociaux. D'après les données du 1^{er} semestre, les dépenses de l'état à la protection sociale équivalent à 18 863 054 985 de Franc Burundais dont **9 567 419 783 BIF à l'ONPR** pour les sous statuts de l'administration centrale et des services déconcentrés, **1 998 715 218 BIF à l'INSS** pour le personnel des institutions personnalisées et **27 284 979 BIF à l'INSS** pour le personnel sous contrats de l'administration centrale et des services déconcentrés. Au cours de ce même semestre, les données de ce bulletin révèlent que les cotisations à la Mutuelle de la Fonction publique pour l'ensemble de l'administration publique totalisent un montant de **3 137 021 139 BIF** dont **533 322 154 BIF** pour l'administration personnalisée et **2 603 698 985 BIF** pour l'administration centrale et des services déconcentrés. Les cotisations du personnel de l'administration publique sont réparties en deux catégories constituées de la part des cotisations par les employés soit **6 446 415 011 BIF** et celles des cotisations par l'employeur soit **12 416 639 974 BIF (66%)**. Les facteurs de variations constatées s'appliquent sur toutes les composantes de la masse salariale suite à l'interdépendance des variables considérées.

Tableau 10: Evolution des Cotisations du Personnel de l'administration Centrale et Déconcentrée dans les Institution de Protection Sociale

ENSEIGNENTS						
RUBRIQUE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
COTISATION EMPLOYE ONPR	548 592 496	550 760 664	546 221 611	536 935 809	542 437 195	535 200 974
COTISATION EMPLOYEUR ONPR	1 213 038 148	1 217 745 609	1 207 392 364	1 186 949 127	1 199 676 785	1 183 034 810
COTISATION EMPLOYE MUTUELLE	463 403 242	464 886 695	459 785 844	452 298 946	462 033 635	453 019 882
COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE	695 104 743	697 329 791	689 678 776	678 448 574	639 050 549	679 529 858
NON ENSEIGNANT						
COTISATION EMPLOYE ONPR	83 218 285	83 669 660	83 954 236	86 242 356	83 099 251	85 450 395
COTISATION EMPLOYEUR ONPR	183 293 282	184 256 933	184 863 160	189 898 063	182 952 064	188 131 623
COTISATION EMPLOYE MUTUELLE	67 451 835	67 695 476	67 843 788	69 678 425	67 285 563	69 594 381
COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE	101 177 915	101 543 389	101 765 866	104 517 797	100 928 551	104 391 918
SOUS-CONTRAT						
COTISATION EMPLOYE MUTUELLE	5 660 308	5 551 575	5 462 851	5 478 693	5 662 121	5 483 602
COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE	8 490 673	8 327 565	8 194 485	8 218 241	8 493 354	8 225 571
COTISATION EMPLOYE INSS	5 648 352	5 551 575	5 462 851	5 469 773	5 503 346	5 479 984
COTISATION EMPLOYEUR INSS	8 417 25 0	8 285 713	8 158 965	8 156 604	8 139 049	8 162 600

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

Tableau 11: Evolution des Cotisations du Personnel de l'Administration Centrale et Déconcentrée dans les Institution de Protection Sociale à l'INSS

MINISTERE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
MINISTERE DES FINANCES	80 433 210	76 201 894	76 533 694	80 675 554	80 651 515	82 022 807
MINISTERE DE LA FONCTION, PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	6 179 946	6 069 324	5 983 164	5 949 550	5 941 185	5 939 696
MINISTERE DU COMMERCE, DE TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	17 945 916	17 437 668	17 402 392	19 903 843	19 857 424	19 760 866
MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST-AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	12 381 808	13 542 979	13 564 999	13 741 749	13 859 349	13 741 749
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, de l'ENERGIE ET DES MINES	13 533 384	15 368 420	14 319 842	16 135 941	15 421 759	10 849 365
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET LOGEMENTS SOCIAUX	22 131 975	21 831 975	21 690 175	21 642 775	21 595 375	21 595 375
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 310 419	1 263 019	1 263 019	1 263 019	1 263 019	1 263 019
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	10 161 445	10 161 445	10 124 626	10 189 216	10 233 381	10 270 200
MINISTERE DE LA JUSTICE	17 857 345	17 991 643	18 754 038	18 826 585	18 809 572	18 794 250
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	27 500 492	27 545 013	26 744 963	26 632 185	28 343 699	23 025 682
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	9 998 236	9 928 650	9 969 170	9 876 209	9 911 280	9 975 545
MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE	10 712 716	13 058 958	13 145 066	13 097 666	13 717 480	13 780 667
MINISTERE DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	308 325	308 325	308 325	308 325	308 325	308 325
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	64 204 571	64 159 790	64 233 599	63 715 807	63 139 892	63 063 872
SUPERSTRUCTURE	604 618 498	610 858 985	608 428 345	610 262 034	606 625 314	762 028 945
TOTAL	899 278 286	905 728 088	902 465 417	912 220 458	909 678 569	1 056 420 363

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

Tableau 12: Répartition des Cotisations pour les Institutions au MFP

MINISTERE	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	10 870 929	10 472 582	10 327 345	10 372 033	10 367 731	10 218 115
MINISTERE DU COMMERCE, DE TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	32 656 343	24 267 413	23 135 641	25 935 547	25 994 740	25 800 845
MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST-AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	29 251 539	65 556 425	31 067 358	33 021 938	33 690 568	31 315 067
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET LOGEMENTS SOCIAUX	22 732 483	22 440 163	22 440 163	21 772 639	21 736 191	21 715 732
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	23 473 444	23 064 851	22 975 267	22 858 413	25 306 166	28 057 747
MINISTERE DES FINANCES	101 512 224	101 481 514	101 880 864	101 803 416	101 797 943	102 704 778
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	15 742 138	15 743 124	15 716 777	16 008 425	15 867 327	15 838 325
MINISTERE DE LA JUSTICE	29 246 592	29 309 087	29 343 933	29 458 351	29 414 196	29 252 833
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	24 592 720	24 611 677	24 138 666	22 552 666	26 254 342	22 253 672
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	10 816 898	10 732 952	10 798 262	12 231 400	10 784 552	10 791 947
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	177 068 735	175 820 514	176 861 182	176 113 723	171 899 990	171 704 740
MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE	12 434 880	12 443 660	12 448 431	12 409 383	12 696 971	12 744 216
MINISTERE DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	234 325	234 325	234 325	234 325	234 325	234 325
SUPERSTRUCTURE	38 506 397	38 906 854	38 836 867	38 864 390	38 888 364	50 689 813

Source : Centre de Traitement Informatique (CTI)

CHAPITRE VI : IMPOT SUR LE REVENU

L'impôt sur le revenu est directement prélevé sur le salaire de base de l'employé. Au Burundi comme dans certains pays, le taux augmente avec le revenu imposable. Suite aux critères liés au niveau de salaire imposable des employés, l'IPR est observé seulement au personnel des institutions personnalisées. Selon les données des salaires du premier semestre, un montant de **6 786 488 540 BIF** a été prélevé aux salaires du personnel de l'administration personnalisés dont le salaire apparait imposable

Tableau 13: Evolution des Impôts sur les Revenus (IPR) des Institutions par Ministère

Structure de tutelle	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	16 847 057	16 005 315	15 900 823	15 948 908	106 159 408	186 194 274
MINISTERE DU COMMERCE, DE TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	32 603 040	37 291 575	36 060 650	39 332 342	39 628 280	39 397 282
MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST-AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	32 852 168	36 420 744	37 027 226	37 255 541	37 538 703	36 960 825
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, de l'ENERGIE ET DES MINES	21 393 081	20 767 933	20 450 045	22 705 494	23 566 099	20 927 524
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET LOGEMENTS SOCIAUX	24 982 638	24 910 518	24 733 627	24 642 929	25 034 265	24 604 114
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	24 838 608	23 693 599	23 701 211	23 658 900	23 356 935	23 169 919
MINISTERE DES FINANCES	343 463 065	348 279 492	349 575 747	343 607 689	329 084 805	328 010 567
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	25 689 062	25 753 313	25 638 063	26 369 294	25 933 829	26 054 246
MINISTERE DE LA JUSTICE	42 863 824	42 907 925	41 806 011	41 892 423	41 787 691	41 621 957
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	21 429 648	21 372 486	21 256 961	21 395 069	25 905 960	20 958 579
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	28 988 806	28 812 711	28 766 067	28 494 915	28 708 079	28 988 467
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	412 272 134	408 224 052	411 402 254	409 254 044	399 463 623	398 905 400
MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE	9 687 442	9 789 399	9 907 372	9 874 616	9 592 459	9 623 484
MINISTERE DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	8 130	8 130	8 130	8 130	8 130	1 287
SUPERSTRUCTURE	75 669 847	75 708 080	75 038 745	74 763 448	74 339 233	107 814 132

Source : Ministère en Charge des Finances et du Budget

CHAPITRE VII : REPARTITION DES SALAIRES SELON LES GRADES DES FONCTIONNAIRES SOUS STATUT

Dans la fonction publique, l'avancement de grade constitue un levier important pour l'évolution de carrière et la progression salariale des fonctionnaires. Cependant, l'avancement de grade dans la fonction publique a un impact direct sur la rémunération et une augmentation du traitement indiciaire des fonctionnaires. Cette augmentation se traduit par un passage à un échelon supérieur dans le nouveau grade, avec un indice majoré égal ou supérieur à celui de l'échelon précédent, assurant ainsi une progression salariale. Dans l'administration burundaise, l'échelon est l'étape liée à la cotation annuelle qui indique la position d'un fonctionnaire dans le grade tandis que l'indice implique le nombre qu'il faut multiplier par la valeur monétaire du point d'indice pour obtenir la part indiciaire mensuelle d'un fonctionnaire. Pour tous les fonctionnaires sous statut, l'avancement de grade est linéaire sauf le cas des magistrats où le grade recrutement dépend du niveau de leur instruction.

Tableau 14: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois : Direction

GRADE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
CI	4 793 049 750	4 947 416 431	4 806 855 326	4 825 155 643	4 757 202 324	4 689 746 077
CII	2 339 100 380	2 328 153 435	2 348 273 419	2 325 174 869	2 759 864 331	2 302 629 934
CIII	1 074 229 507	1 059 027 782	1 056 873 658	1 044 825 059	1 034 514 740	1 036 052 812
CIV	508 299 729	507 345 958	511 680 976	490 614 915	484 797 343	489 344 695
CV	197 865 391	188 753 430	173 730 641	176 753 236	175 455 577	173 446 660
CVI	54 089 867	5 491 902	47 034 038	52 529 742	48 143 114	46 575 301
CVII	5 875 642	5 875 642	4 868 550	4 868 550	7 582 962	3 791 481
CVIII	3 757 742	3 757 742	3 757 742	3 757 742	3 757 742	3 757 742
Total	8 976 268 008	9 045 822 322	8 953 074 350	8 923 679 756	9 271 318 133	8 745 344 702

Source : Centre de Traitement Informatique/Logiciel OpenPRH

Tableau 15: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois : Collaboration

GRADE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
AI	5 381 544 879	5 613 751 379	5 205 428 554	4 538 659 789	4 693 421 586	4 657 796 217
AII	10 502 789 325	10 455 487 592	10 499 572 843	10 435 920 129	10 373 388 092	10 389 983 250
AIII	7 199 867 899	7 171 986 538	7 184 543 444	7 136 917 585	7 108 570 421	7 118 034 110
AIV	5 105 164 717	5 087 627 072	5 117 445 992	5 027 423 777	5 010 011 400	5 005 394 774
AV	2 923 780 211	2 921 683 046	2 915 463 763	2 891 414 064	2 898 783 417	2 865 984 944
AVI	1 373 915 238	1 348 243 067	1 231 266 871	1 217 911 412	1 260 574 575	1 191 639 943
AVII	187 585 020	181 243 466	113 771 284	110 177 120	191 810 542	107 458 447
AVIII	166 100 121	163 979 283	152 972 267	152 441 729	211 937 350	151 292 405
AVIX	705 438	0	0	0	0	0
Total	32 841 452 848	32 944 001 443	32 420 465 018	31 510 865 605	31 748 497 383	31 487 584 090

Source : Centre de Traitement Informatique/Logiciel OpenPRH

Tableau 16: Montant total des salaires par grade et par mois : Exécution

GRADE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
EI	77 844 633	73 784 713	77 427 177	73 339 902	79 373 766	80 012 882
EII	343 320 925	346 546 321	335 735 040	331 096 440	323 158 427	335 750 031
EIII	774 136 833	774 383 064	779 446 966	770 764 826	724 400 462	251 268 715
EIV	395 588 914	400 616 595	393 952 903	385 712 411	381 162 922	382 296 751
EV	241 259 850	240 560 380	234 332 127	237 763 696	235 257 228	231 500 466
EVI	91 945 160	88 815 524	84 063 296	84 574 714	84 207 124	82 664 467
EVII	10 819 384	10 625 948	10 625 948	10 092 966	12 127 787	10 023 091
EVIII	9 795 895	9 239 115	8 248 347	8 248 347	8 248 347	8 287 722
EIX	896 724	896 724	896 724	896 724	896 724	896 724
Total	1 945 608 318	1 945 468 384	1 924 728 528	1 902 490 026	1 848 832 787	1 382 700 849

Source : Centre de Traitement Informatique/Logiciel OpenPRH

Tableau 17: Montant total des salaires par grade et par mois : Magistrat

GRADE	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
G14	23 272 894	23 277 894	23 277 894	23 277 894	23 812 968	23 417 843
G13	20 253 601	20 253 601	20 253 601	22 166 655	19 530 879	20 606 869
G12	34 011 922	34 650 574	34 259 090	36 114 089	32 341 130	34 834 551
G11	53 725 617	53 726 617	56 242 547	146 387 209	52 484 985	53 626 739
G10	144 500 458	146 741 179	144 180 928	146 387 209	139 507 198	143 902 354
G09	69 592 139	69 592 139	69 592 139	68 819 788	65 609 726	69 414 883
G08	56 872 356	56 874 356	56 874 356	56 874 356	52 087 762	56 035 496
G07	44 560 343	42 967 549	42 967 549	42 967 549	40 862 236	43 629 107
G06	24 211 107	24 568 159	24 211 107	24 211 107	20 895 807	24 898 515
G05	14 631 321	14 631 321	14 631 321	14 631 321	14 023 004	14 023 004
G04	24 361 837	24 480 545	24 420 388	24 420 388	22 018 063	26 822 710
G03	9 006 913	9 006 913	9 006 913	9 040 501	9 004 578	9 004 578
G02	4 077 698	4 077 698	4 077 698	4 077 698	4 077 698	11 605 137
G01	16 904 542	18 572 695	17 441 016	16 904 542	16 498 530	16 908 535
Total	539 982 748	543 421 240	541 436 547	636 280 306	512 754 564	548 730 321

Source : Centre de Traitement Informatique/Logiciel OpenPRH

CONCLUSION

Ce bulletin statistique sur les salaires de l'administration publique offre une vue d'ensemble actualisée de la structure et de l'évolution des rémunérations dans les différents segments du secteur public. L'analyse des données met en évidence des écarts salariaux entre les catégories professionnelles et les niveaux hiérarchiques.

Depuis la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale, malgré certaines avancées enregistrées, notamment en matière d'harmonisation des grilles salariales et l'ajustement des salaires, des disparités subsistent, notamment entre les administrations centrales et personnalisées aux employés occupants des emplois types et fonctions égales.

Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les efforts en matière de politique salariale publique afin d'assurer plus d'équité, de transparence et d'attractivité dans la fonction publique. Ils constituent également un outil essentiel pour orienter les décisions stratégiques en matière de gestion des ressources humaines et pour mieux piloter les réformes structurelles engagées dans l'administration publique.

La mise à jour régulière de ces données reste indispensable pour évaluer les effets de la politique salariale afin de garantir également une meilleure gouvernance des finances publiques.

EQUIPE DE REDACTION

1. NIGABA Phénias : ASSISTANT DU MINISTRE (SUPERVISION)
2. NSABIMBONA Méthode : CELLULE D'ETUDES ET STATISTIQUE
3. IRANKUNDA Médiatrice : CELLULE D'ETUDES ET STATISTIQUE
4. NDAYISENGA Claude : CELLULE D'ETUDES ET STATISTIQUE
5. NGARUKIYINKA Diomède : CELLULE D'ETUDES ET STATISTIQUE
6. GAPFUNDO Joseph : CELLULE PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION
7. IRANKUNDA J. Marie : CELLULE PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION
8. NDAYISHIMIYE Claudette : CELLULE PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION
9. NDUWIMANA Aline : CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
10. RIBAKARE Corneille : CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
11. BARINZIGO Viola : DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE
12. GAKOBWA Béatrice : COORDINATION PROVINCIALE
13. NTAKUWUNDI Salvator : SECRETARIAT EXECUTIF DE LA REFORME ADMINISTRATIVE
14. KUBWIMANA Vincent : COMITE NATIONAL DE DIALOGUE SOCIAL
15. NIZIGAMA Egide : MINISTERE EN CHARGE DES FINANCES
16. NDAGIJIMANA Jeanine : MINISTERE EN CHARGE DES FINANCES